



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE

**Réalisation d'un magazine et commercialisation des
espaces publicitaires du magazine pour la CCI GARD**

Référence : 25GARD01L

Date limite de remise des offres (DLRO) : 15 SEPTEMBRE 2025 à 14H00

Acheteur :
Chambre de Commerce et d'Industrie Gard
CCI GARD
111, chemin de la tour de l'Evêque
30900 Nîmes

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation et budget prévisionnel.....	3
1.3 - Type de contrat.....	3
1.5 - Décomposition de la consultation	3
1.6 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
3.1 - Durée du contrat.....	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation.....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7.1 - Sélection des candidatures.....	8
7.2 - Attribution des marchés	8
7.3.1 – Négociation	11
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent accord cadre a pour objet la rédaction, la conception graphique et la commercialisation d'espaces publicitaires d'un magazine pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard en format hybride (papier et digital).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre avec **maximum annuel de 84 800,00 € HT, (offre de base 40 000,00 € HT, montant total des trois PSE : 44 800,00 € HT)**, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à émission de bons de commande.

Prestations offre de base :

Réalisation complète du magazine (rédaction – conception graphique)
Régie Publicitaire % sur recettes

1.4- Prestation supplémentaire éventuelle

Conformément à l'article R2151-9 trois PSE obligatoires sont exigées. Celles-ci concernent l'ajout de l'impression du magazine à la solution de base (parties 1 et 2).

Libellé	Description	Montant annuel estimé en € HT pour 4 numéros
PSE1 (Obligatoire), Impression du magazine	Impression de 8 à 10 000 exemplaires du magazine par numéro	24 000,00 €
PSE2 (obligatoire), Distribution	Il sera ajouté la distribution dans les commerces des villes de Nîmes et Alès à raison de 2000 commerces (par numéro porté)	6 000,00 €
PSE3 (obligatoire), Routage	Il sera ajouté le routage des magazines par courrier postal à raison de 1000 exemplaires envoyés (par numéro envoyé et par carton de 25 numéros)	14 800,00 €

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le présent accord-cadre sur l'offre de base uniquement.

La non-réponse à chacune des PSE obligatoires entraînera l'irrégularité de l'offre.

1.5 - Décomposition de la consultation

Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination et la dévolution en lots séparés est financièrement plus coûteuse pour l'exécution des prestations.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
92312211-3	Services d'agences de rédaction
79341000-6	Services de publicité
79822500	Services de conception Graphiques
79810000	Services d'impression
64120000-3	Services de courrier
79823000-9	Services d'impression et de livraison
79824000-6	Services d'impression et de distribution

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter de la date de notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le titulaire ne peut s'opposer à une reconduction.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à UNE. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est donc vingt-quatre (24) mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'annexe financière (composée de l'offre de base (parties 1 et 2), des PSE n°1,2, 3 et de la grille tarifaire)
- Le cadre de réponse technique (CRT)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour le retrait du dossier de consultation, il est fortement conseillé aux candidats de s'identifier sur la plateforme de dématérialisation (profil acheteur) de l'acheteur public afin de bénéficier du système d'alerte automatique. Ainsi, dans le cas où le candidat retire le dossier de consultation par un autre moyen ou en mode anonyme, l'acheteur public ne saurait être tenu pour responsable de l'absence de communication sur d'éventuelles modifications et/ou précisions apportées au dossier de consultation (par exemple, à titre non exhaustif, en cas de modification du dossier de consultation, de questions/réponses ou de prolongation de la date limite de réception des offres). Dans ce cas, il appartient au candidat de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Seront transmis aux candidats via la plate-forme de dématérialisation (www.marches-publics.gouv.fr) :

- certains courriers pouvant émaner du représentant de l'acheteur public, tels que les demandes de compléments de document, les demandes de précision sur l'offre, la régularisation, les courriers de négociation (avec ou sans régularisation au regard de l'intention de l'acheteur public de recourir à la négociation et selon le type de procédure),
- l'information de rejet de la candidature ou de l'offre.

Chaque candidat veillera à mentionner, dans son offre (acte d'engagement), une adresse électronique valide.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes de candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » (formulaire DC1), dûment complété, daté et signé
La « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (formulaire DC2), dûment complété
Numéro d'identification unique de la société (SIREN)
Le cas échéant, une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat,
Copie du ou des jugements prononcés habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, similaires à l'objet du marché

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces constitutives de l'offre :

- **L'acte d'engagement (AE) dûment complété, daté et signé.**
- **L'annexe financière, comprenant :**
 - L'offre de base (parties 1 et 2),
 - Les PSE n°1, 2, 3,
 - La grille tarifaire détaillée (offre financière précisant chaque élément de la mission), dûment complétée, datée et signée.
- **Le cadre de réponse technique (CRT), dûment complété, daté et signé.**

Ce CRT précise les éléments attendus pour l'offre de base ainsi que pour chacune des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).
Pour chaque partie, le candidat devra répondre selon les sous-critères définis : moyens humains et techniques, méthodologie et organisation, régie publicitaire, qualité des livrables, démarche RSE.
Cette organisation permettra une évaluation distincte et précise de l'offre globale et des PSE.
- **Un calendrier prévisionnel de la mission précisant :**
 - Les délais d'exécution de chaque élément de mission, accompagnés d'un rétroplanning trimestriel de suivi du projet de réalisation du magazine ;
 - Le descriptif détaillé de chaque élément de mission ;
 - La décomposition du temps d'intervention

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : e.durfort@occitanie.cci.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Il est vivement conseillé de s'identifier sur la plateforme. En effet, en cas de modification du dossier en cours de consultation, ou pour communiquer de manière certaine une information à toutes les entreprises ayant retiré un dossier, ou pour transmettre les réponses aux questions posées par un opérateur, il est nécessaire que les candidats s'identifient au préalable de l'accès au dossier. Il est ainsi précisé qu'une offre ne correspondant pas aux documents de la consultation suite à une modification apportée par l'acheteur pourra être déclarée irrégulière.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

7.2.1 Critères d'attribution des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie selon les critères suivants :

Critères	Pondération/points
1-Prix des prestations (selon les éléments inscrits à l'annexe financière)	40,00
Offre de base (hors recettes) (partie 1)	10,00
Montant des recettes garanties par numéro (partie 2)	15,00
PSE1 obligatoire « Impression du magazine »	5,00
PSE2 obligatoire « Distribution »	5,00
PSE3 obligatoire « Routage »	5,00
2-Valeur technique au vu des éléments renseignés par le candidat dans le technique et dans le calendrier prévisionnel	60,00
2.1/ Moyens humains et techniques : Applicable à l'ensemble des prestations (base et PSE) - Composition de l'équipe et profils des personnes dédiées à l'exécution, interlocuteur unique dédié auprès de la CCI Gard)	15,00
2.2/ Méthodologie et organisation : Applicable à l'ensemble des prestations (base et PSE) - Méthodologie générale pour exécuter les prestations et délais d'intervention au vu du calendrier prévisionnel	15,00
2.3/ Régie Publicitaire : S'applique uniquement à la prestation de régie publicitaire (uniquement offre de base) - Stratégie de prospection, fidélisation des annonceurs, collecte et fourniture des publicités	15,00
2.4/ Qualité des livrables attendus : Prestation liée à la production du magazine (offre de base et PSE 1) - Appréciation sur la qualité de rédaction, graphisme, impression	10,00
2.5/ Démarche RSE pour l'exécution des prestations : Applicable à l'ensemble des prestations (offre de base et PSE) - Engagements environnementaux, labels, développement durable	5,00

Important: Pour chaque PSE. L'évaluation tiendra compte de la nature des prestations proposées. La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

7.2.1 - Méthode de notation

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5 des points
Correct	soit 2/5 des points
Satisfaisant	soit : 3/5 des points
Très Satisfaisant	soit : 4/5 des points
Parfaitement adapté	soit : la totalité des points

La note totale sera établie par addition des notes attribuées aux différents critères.

Les Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) seront évaluées selon les mêmes sous-critères que l'offre de base au titre du critère « Valeur technique ».

Les candidats doivent donc fournir, pour chaque PSE, les éléments qualitatifs attendus (moyens, organisation, livrables, etc.) permettant leur évaluation à part entière.

La notation des PSE sera effectuée séparément, puis intégrée à la note globale du critère Valeur technique, selon la pondération précisée au présent règlement.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations (40 points) est la suivante :

Le critère prix est noté sur la base des éléments financiers fournis par le candidat dans l'annexe financière. Le barème de notation est réparti comme suit :

- Offre de base (hors recette) : 10 points
- Montant des recettes garanties par numéro : 15 points
- PSE 1 obligatoire « Impression du magazine » : 5 points
- PSE 2 obligatoire « Distribution » : 5 points
- PSE 3 obligatoire « Routage » : 5 points

Chaque élément est noté individuellement selon la formule :

Note de l'élément = (Prix de l'offre la moins-disante sur cet élément/Prix de l'offre analysée sur cet élément) * Pondération de l'élément

- L'**élément** correspond à un sous-critère du critère prix (offre de base, PSE1, PSE2, PSE3)
- L'offre la moins-disante sur chaque élément reçoit la note maximale correspondant à la pondération de cet élément.
- Les autres offres reçoivent une note proportionnelle à leur prix, inférieure ou égale à la note maximale.
- La note finale attribuée au critère prix pour une offre est la somme des notes obtenues sur chacun des éléments, pour un total maximum de 40 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, ou de non-réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

7.3.1 – Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue d'un premier classement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations pourront porter sur l'offre technique et/ou financière du candidat. Les modalités de négociations seront définies dans l'invitation envoyée au candidat.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des plis, par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 3 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

À noter :

En raison de la période des congés d'été, les réponses aux questions posées se feront à compter du 18/08/2025, via PLACE.

Aucune réponse ne sera donnée directement par téléphone.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Nîmes

16 Avenue Feuchères

30000 NIMES

Tél : 04 66 27 37 00

Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ;

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. À partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées

à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. À partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass, 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994).

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Marseille

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

Place Félix-Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE CEDEX 06

Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr